

Accord-cadre : études de bourgs pré-opérationnelles

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

PROCÉDURE ADAPTÉE

Accord-cadre n°MP2021-2303-01

Pouvoir adjudicateur :

Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc Naturel Régional de Millevaches en Limousin.

Contact :

Parc Naturel Régional de Millevaches en Limousin
Anaïs BELLOC, Chargée de mission urbanisme
Maison du Parc
7 route d'Aubusson
Téléphone : 05 55 67 97 09
Courriel : a.belloc@pnr-millevaches.fr

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :
Vendredi 9 juillet 2021 à 18 :00

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE 2.	OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 3.	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 4.	VARIANTES, PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES	4
ARTICLE 5.	DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 6.	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	4
ARTICLE 7.	DATE LIMITE ET CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES	7
ARTICLE 8.	JUGEMENT DES OFFRES	7
ARTICLE 9.	NEGOCIATION.....	8
ARTICLE 10.	INFRUCTUOSITE	8
ARTICLE 11.	INFORMATION DES CANDIDATS	9
ARTICLE 12.	ATTRIBUTION DU MARCHE.....	9

ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR

Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc Naturel Régional de Millevaches en Limousin

Maison du Parc

7 route d'Aubusson

19290 MILLEVACHES

www.pnr-millevaches.fr

SIRET : 251 900 130 00013

Contacts :

Renseignements techniques

Anaïs BELLOC – Chargée de mission urbanisme

Ligne fixe : 05 55 96 97 09

Adresse mail : a.belloc@pnr-millevaches.fr

Renseignements administratifs

Olivier HUET – Responsable administratif et financier

Ligne fixe : 05 55 96 97 14

Adresse mail : marche.public@pnr-millevaches.fr

Les demandes de renseignements devront être transmises par mail.

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation a pour objet la réalisation d'études de bourgs pré-opérationnelles à destination des communes du Parc naturel régional de Millevaches en Limousin pour la période du 1er septembre 2021 au 31 août 2022, renouvelable deux fois un an.

ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

Nature du marché : Accord-cadre à bons de commande de prestations intellectuelles

Procédure : Procédure adaptée (Article L. 2123-1 du Code de la Commande Publique).

Type de marché :

Accord-cadre à bons de commande avec maximum.

Décomposition en lots :

L'accord-cadre comprend un lot unique.

Décomposition en tranches :

L'accord-cadre ne comporte pas de tranches.

Montant du marché

Montant maximum annuel de l'accord-cadre : 24.000 € TTC

Durée et délai d'exécution : L'accord-cadre est conclu du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022, Il pourra être renouvelé deux fois par reconduction expresse pour une durée de 1 an à chaque reconduction.

Le délai d'exécution maximum de chaque bon de commande correspondant à une étude est fixé à 5 mois.

Durée de validité des propositions : elle est fixée à 90 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

Forme de l'attributaire : aucune forme juridique n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 4. VARIANTES, PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Les variantes ne sont pas autorisées.

Aucune prestation supplémentaire n'est envisagée.

ARTICLE 5. DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation MP2021-2303-01,
- Le cahier des charges particulières MP2021-2303-01,
- Le bordereau des prix MP2021-2303-01 à remplir par le prestataire.

Le marché est régi par le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles ci-après dénommé CCAG-PI (arrêté du 30 mars 2021 disponible sur le site Legifrance à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>)

ARTICLE 6. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Chaque candidat devra présenter un dossier en langue française comprenant :

- **Un sous-dossier de candidature** avec les pièces suivantes :
 - Lettre de candidature.
 - Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun cas d'interdiction de soumissionner à un marché public.
 - Copie du ou des jugements si l'entreprise est en règlement ou redressement judiciaire.
 - Documents et renseignements relatifs aux capacités économiques et financières (chiffre d'affaire global et chiffre d'affaire concernant le domaine

d'activité faisant l'objet du marché sur la dernière année, assurance des risques professionnels, extrait Kbis ou répertoire SIRENE, assurance risques professionnels en cours).

- Liste et modalités des éventuelles sous-traitances.

Le candidat utilisera

- **de préférence** le formulaire DUME pré-rempli disponible à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/operateur-economique/repondre>

Identifiant DUME à renseigner : **dzwsrtwa**

Ce formulaire correctement rempli remplace le dossier de candidature. Il devra être téléchargé après avoir été complété et joint à la proposition.

- à défaut, les formulaires DC1, DC2 et en cas de sous-traitance DC4 téléchargeables sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

- **Un sous-dossier offre** dont le contenu sera le suivant :

(1) L'équipe

La réalisation de ces études requiert l'intervention d'une équipe pluridisciplinaire avec un panel de compétences attendues en urbanisme, paysage, développement local durable, construction et programmation, approche sociologique... Les capacités de communication, d'animation et de concertation seront essentielles pour la sélection des candidatures.

L'expérience en études et projets stratégiques, écologiques, innovants et opérationnels en milieu rural sera jugée. La compétence peut s'apprécier au travers de diplômes mais aussi d'expériences professionnelles. S'il ne s'estime pas compétent dans tous les domaines requis par la mission, le candidat doit indiquer les prestataires avec lesquels il travaillera et préciser les modalités de leur intervention (sous-traitance, groupement conjoint), éléments de prestation confiés, moment de l'intervention... Le candidat pourra proposer des compétences et éléments de mission complémentaires s'il l'estime pertinent pour la qualité de la prestation.

Il est vivement souhaité que le candidat ou l'équipe candidate présente une sélection de références récentes notamment dans les domaines de l'urbanisme et de l'aménagement en milieu rural, de la conception, de l'animation de démarches participatives, de développement local... en lien avec la nature de la prestation attendue.

(2) Le contenu technique des offres requis :

L'offre du prestataire correspondant à ce présent accord-cadre devra comporter :

- Un mémoire précisant la compréhension des objectifs et la méthode envisagée. Le déroulement proposé devra être précisé et adapté au contexte local. Le mémoire devra permettre d'appréhender la capacité du candidat à s'adapter aux différents contextes et besoins des communes. La note proposera des exemples illustrant les outils méthodologiques mobilisables, la capacité d'innovation et d'expérimentation du candidat (schémas, plan, photo...), ainsi que ses capacités de communication.

- Le candidat devra également détailler les modalités de la concertation qu'il compte mettre en place au cours de l'étude de manière à co-construire un projet avec les élus et usagers et susciter un engouement autour de la démarche. Les supports informatiques sont acceptés et avec une sélection stricte d'un nombre limité d'exemples qui doit être opérée par le candidat.
- Une proposition sur la composition de l'équipe, les moyens en personnel et les compétences que le candidat prévoit de mettre à disposition lors de la réalisation de l'étude pour couvrir tous les champs techniques. Le candidat doit préciser son organisation interne avec la désignation d'un chef de projet et les modalités de travail en commun notamment dans le cas d'une équipe associant plusieurs structures. Une personne référente doit être ciblée.
- Une proposition de calendrier détaillé de l'étude avec les moyens (personnes, compétences, matériel) mis en œuvre, ainsi que la répartition du nombre de jours de terrain, de bureau par tâche ou compétence, le nombre de rencontres et de réunions envisagées pour la réalisation des études, les types de documents produits au cours de la prestation ainsi que le nombre de jours de travail estimé par étude.

(3) L'offre de prix :

Le candidat fournira :

- Le bordereau des prix MP2021-2303-01 compris dans le dossier de consultation qu'il complètera.
- Dans un document séparé, un devis détaillé pour chaque type d'étude : La proposition de prix et sa décomposition détaillée par phase et par tâche, ainsi que, le cas échéant, la répartition prévue des honoraires entre le mandataire et ses partenaires
 - Pour les devis des deux types de prestation, le candidat fournira tous les éléments supplémentaires chiffrés qu'il jugera utiles à l'évaluation du dossier présenté notamment concernant sa capacité à remplir dans les délais impartis la prestation proposée.
 - Le candidat s'attachera à donner une estimation du temps par phase, à qualifier la méthode employée et à estimer les frais de déplacements liés.

Les prix sont réputés inclure : l'ensemble des dépenses résultant de l'exécution des prestations (temps de réalisation, participation aux réunions techniques, frais d'étude y compris interventions extérieures éventuelles, l'acquisition et l'entretien du matériel, l'achat de données, frais de déplacement et de séjour...).

Ils comprennent également les droits de cession à titre non exclusif
Aucune autre dépense ne pourra être facturée en supplément.

ARTICLE 7. DATE LIMITE ET CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Les offres seront transmises par voie électronique à l'adresse suivante :

marche.public@pnr-millevaches.fr

L'objet du mail devra impérativement être le suivant :

Offre Marché MP2021-2303-01 Etudes de bourg [Nom de l'entreprise candidate].

Les formats de documents acceptés sont les suivants : .pdf, .odt, .ods, .odp, .doc, .docx, .xls, .xlsx, .ppt, .pptx. Les formats exécutables .exe ou l'utilisation de macro-commandes dans les documents n'est pas acceptée.

Une copie papier de sauvegarde sous pli fermé avec mention « Ne pas ouvrir » pourra être envoyée en recommandé avec accusé réception à :

Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional de Millevaches en Limousin

Responsable administratif

7 Route d'Aubusson

19290 MILLEVACHES

En cas de transmission de plusieurs offres par le même candidat, seule la dernière offre sera prise en compte. Chaque transmission devra donc comprendre l'ensemble des documents (candidature et offre).

La date limite de transmission des offres est fixée au vendredi 9 juillet 2021 à 18 :00.

ARTICLE 8. JUGEMENT DES OFFRES

Les offres reçues seront évaluées selon les critères suivants par ordre de pondération :

- Qualité / Méthodologie / Adaptation au contexte / Concertation (60%) dont :
 - 30% : Adéquation de la méthodologie proposée (méthode de projet, innovation et adéquation des outils d'animation et de concertation et de leur organisation de manière à viser un public large). Adaptabilité de la démarche au contexte sanitaire en vigueur.
 - 20% : Adéquation des compétences techniques et des moyens mis en œuvre
 - 10% : Adéquation de la proposition des délais de réalisation d'une. Le calendrier, le déroulé et l'organisation proposés devront être explicites et détaillés.
- Coût de la prestation (40%)

Conformément à l'article 6-3 du présent règlement de consultation, le candidat présentera deux documents de présentation du prix : le bordereau des prix MP2021-2303-01 fourni par l'acheteur qu'il aura complété ainsi qu'un devis détaillé par phase,

indiquant pour chaque phase le temps consacré, la méthode employée, les frais de déplacement liés et toute autre information permettant de justifier le prix proposé. Ces éléments seront pris en compte dans le jugement des offres.

ARTICLE 9. NEGOCIATION

Après examen des offres et l'établissement d'un premier classement, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'ouvrir une phase de négociation avec les deux candidats les mieux notés. Un classement définitif sera établi à l'issue de cette étape. La négociation pourra porter sur les volets technique ou financier. Les offres inappropriées ou anormalement basses ne seront pas retenues pour la phase de négociation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

ARTICLE 10. INFRUCTUOSITE

En cas d'infructuosité, le pouvoir adjudicateur en informera les candidats éventuels et procédera à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables.

ARTICLE 11. INFORMATION DES CANDIDATS

L'ensemble des candidats sera informé de la suite donnée à leur offre.

ARTICLE 12. ATTRIBUTION DU MARCHE

Le candidat retenu devra fournir les pièces suivantes dans un délai de 8 jours :

- Attestation fiscale délivrée par le Centre des Impôts, certificat social et attestation de vigilance délivrés par l'URSSAF , déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés pour les entreprises de plus de 20 salariés selon les dispositions de l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.
- Un relevé d'identité bancaire
- Un acte d'engagement qui lui sera communiqué pré-rempli et qu'il devra retourner après signature.